INTERNATIONAL MONETARY FUND

Communiqué de presse No. 16/XX
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
[11 mars 2016]

Les services du FMI en visite à Madagascar font le point des progrès enregistrés dans le cadre du programme de référence

Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du FMI qui rendent compte de conclusions préliminaires après un séjour dans le pays. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du Conseil d'administration du FMI. La présente mission ne donnera pas lieu à un examen du Conseil d'administration du FMI.

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Marshall Mills a séjourné à Antananarivo, Madagascar, du 2 au 11 mars pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de référence[1] conclu avec Madagascar.

Au terme de la mission, M. Mills a fait la déclaration suivante :

« Pour les autorités malgaches et les services du FMI, le programme de référence sur lesquels ils se sont entendus l'année dernière constitue un élément crucial pour orienter la politique économique du Gouvernement et établir un bilan positif. Sa mise en œuvre réussie renforcera la stabilité et la viabilité de l'économie. Elle offrira en outre favorable pour accompagner le retour de la confiance et mobiliser les appuis extérieurs, tout en contribuant à poser les bases d'une future demande d'accord au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC).

www.mdsdeate.org

Communiqué conjoint

Dialogue politique Madagascar-Union Européenne

Tolagnaro, le 17 mars 2016

Le troisième session du dialogue politique entre Madagascar et l'Union Européenne s'est tenue à Tolagnaro ce 17 mars. Le choix de Tolagnaro n'est pas fortuit car c'est l'un des trois pôles de croissance du pays. Aujourd'hui, il est démontré à Tolagnaro que les actions de développement intégré peuvent faire tache d'huile, et servir de catalyseur dans la ville elle-même et au niveau de toute la région.

Le 3ème dialogue Madagascar-Union Européenne a été co-présidé par le Président Hery Rajaonarimampianina, et l'ambassadeur de l'Union Européenne, Antonio Sanchez-Benedito Gaspar. De nombreux membres du Gouvernement ont participé à ce dialogue, le Premier ministre, Chef du gouvernement, le Ministre d'Etat chargé des projets présidentiels, de l'aménagement du territoire et de l'équipement, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des finances et du budget, le Ministre de la Justice, le Ministre des travaux publics, le Ministre de l'enseignement supérieur, le Ministre de l'industrie et du développement du secteur privé, le Ministre de l'éducation nationale, le Ministre des transports, du tourisme et de la météorologie, et le Secrétaire d'Etat chargé de la gendarmerie nationale, ainsi que les Ambassadeurs d'Allemagne, de France, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de Belgique et le premier conseiller de l'ambassadeur de Pologne ont participé à ce dialogue. Des ministres, des chefs de régions et des proches collaborateurs du Président de la République ont également participé au dialogue politique.

Une fois pour toutes, le FMI et l'UE vont-ils prêter oui ou non de l'argent au peuple malgache via ce régime Hvm/Rajaonarimampianina? En lisant les communiqués suivants, on a comme la mauvaise impression que tout le monde cherche à gagner du temps, alors que la pauvreté s'étend à tous les secteurs à Madagascar. Mais les dirigeants, minoritaires eux, s'enrichissent à vue de 4X4… A quoi jouent les bailleurs de fonds, jamais perdants étant donné que ce seront toujours les Malgaches qui rembourseront les prêts et leurs intérêts, dans 10, 20, 30 ans? Qui sont les plus hypocrites dans cette histoire qui dure depuis plus de deux ans? Prêtez et cessez de rédiger des communiqués aussi insipides que dégradants à la longue. Nos arrière-petits-enfants paieront toujours pour la mauvaise gouvernance de cette république classée sans suite. Et après lui, le déluge? Mais bon, comme le dit le slogan du journal « *Le Citoyen* »
: informons sans déformer.

Jeannot Ramambazafy – 18 mars 2016

INTERNATIONAL MONETARY FUND

Communiqué de presse No. 16/XX
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
[11 mars 2016]

Les services du FMI en visite à Madagascar font le point des progrès enregistrés dans le cadre du programme de référence

Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du FMI qui rendent compte de conclusions préliminaires après un séjour dans le pays. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du Conseil d'administration du FMI. La présente mission ne donnera pas lieu à un examen du Conseil d'administration du FMI.

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Marshall Mills a séjourné à Antananarivo, Madagascar, du 2 au 11 mars pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de référence[1] conclu avec Madagascar.

Au terme de la mission, M. Mills a fait la déclaration suivante :

« Pour les autorités malagasy et les services du FMI, le programme de référence sur lesquels ils se sont entendus l'année dernière constitue un élément crucial pour orienter la politique économique du Gouvernement et établir un bilan positif. Sa mise en œuvre réussie renforcera la stabilité et la viabilité de l'économie. Elle offrira un cadre favorable pour accompagner le retour de la confiance et mobiliser les appuis extérieurs, tout en contribuant à poser les bases d'une future demande d'accord au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC).

«La situation économique et financière s'améliore. La croissance devrait s'accélérer par rapport à l'année dernière, pour dépasser 4 % cette année. L'activité économique sera stimulée : (i) par un redressement du tourisme, un secteur qui a souffert des difficultés opérationnelles rencontrées par Air Madagascar en 2015; (ii) par le renforcement du secteur de la construction, lui-même soutenu par l'investissement public; et (iii) par le secteur manufacturier qui profitera du rétablissement de l'admissibilité à l'AGOA (African Growth and Opportunity Act). Après la contraction enregistrée en 2015, la production agricole devrait se redresser progressivement en 2016 grâce aux meilleures conditions météorologiques enregistrées à ce jour. L'inflation reste maîtrisée en dessous de 8 %. La conjoncture extérieure est délicate, compte tenu du faible niveau des prix des matières premières et de la timide croissance que connaissent certains marchés d'exportation. Les risques qui pèsent sur les perspectives sont principalement liés à la problématique budgétaire, au faible niveau des prix des matières premières, aux conditions climatiques défavorables et à la mise en œuvre de l'action gouvernementale dans un environnement politique difficile.

«L'exécution du programme de référence à fin décembre 2015 a été globalement satisfaisante. D'une manière générale, de bons résultats ont été atteints par rapport aux objectifs indicatifs et des progrès ont été enregistrés en matière de réformes structurelles. La mobilisation des recettes a dépassé l'objectif fixé grâce à la progression des recouvrements fiscaux et douaniers. La qualité de la dépense publique s'est améliorée avec l'élimination des subventions aux carburants, la mise en place d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe, la conclusion d'accords sur des programmes d'apurement de certains arriérés, et l'assainissement dans les dépenses de solde. Ceci étant, les pertes des entreprises publiques, particulièrement de la société nationale de l'eau et de l'électricité (JIRAMA), restent préoccupantes et représentent un risque important pour le budget. La Banque Centrale de Madagascar a bénéficié d'une conjoncture favorable qui lui a permis d'augmenter le niveau de ses réserves extérieures. La finalisation du projet de loi portant sur ses nouveaux statuts visant notamment à accroître son indépendance est en bonne voie.

Cependant, d'importants défis restent à relever. D'autres réformes, telle que la consolidation du secteur financier, seront décisives pour renforcer l'économie et soutenir la croissance. Il est important de maintenir des orientations budgétaires prudentes, entre autres en améliorant la gestion de la JIRAMA, en évitant de nouveaux arriérés et en s'assurant de la soutenabilité de la dette publique. Les progrès dépendront fortement de l'amélioration de la gouvernance, y compris la lutte contre la corruption, pour assurer que les réformes soient effectivement mises en œuvre et portent des fruits.

«Les autorités malagasy ont démontré leur détermination à mettre en œuvre le programme. Elles ont pris d'importantes initiatives pour faire avancer les réformes macroéconomiques et structurelles. Leur poursuite devrait améliorer les perspectives économiques. La prochaine visite des services du FMI devrait avoir lieu en mai-juin pour évaluer les résultats enregistrés à fin mars dans le cadre du programme de référence. Cette évaluation contribuera à établir un bilan qui faciliterait le passage vers un accord au titre de la FEC.

« L'équipe a rencontré le Président de la République, M. Hery Rajaonarimampianina, le Premier Ministre, M. Jean Ravelonarivo, le Ministre des Finances et du budget, M. Gervais Rakotoarimanana, le Ministre de l'Économie et de la Planification, M. Herilanto Raveloharison, le Gouverneur de la Banque centrale de Madagascar, M. Alain Rasolofondraibe, le Conseiller économique du Président, M. Léon Rajaobelina, et d'autres hauts responsables.

«La mission saisit cette occasion pour remercier les autorités malagasy pour leur coopération étroite et pour les discussions constructives.»

[1] Un programme de référence est un accord informel entre les autorités d'un pays et les services du FMI, en vertu duquel ces derniers conviennent de suivre l'exécution du programme économique des autorités. Il n'implique pas d'aide financière, ni d'approbation par le Conseil d'administration du FMI.

Communiqué conjoint

Dialogue politique Madagascar-Union Européenne

Tolagnaro, le 17 mars 2016

La troisième session du dialogue politique entre Madagascar et l'Union Européenne s'est tenue à Tolagnaro ce 17 mars. Le choix de Tolagnaro n'est pas fortuit car c'est l'un des trois pôles de croissance du pays. Aujourd'hui, il est démontré à Tolagnaro que les actions de développement intégré peuvent faire tache d'huile, et servir de catalyseur dans la ville elle-même et au niveau de toute la région.

Le 3ème dialogue Madagascar-Union Européenne a été co-présidé par le Président Hery Rajaonarimampianina, et l'ambassadeur de l'Union Européenne, Antonio Sanchez-Benedito Gaspar. De nombreux membres du Gouvernement ont participé à ce dialogue, le Premier ministre, Chef du gouvernement, le Ministre d'Etat chargé des projets présidentiels, de l'aménagement du territoire et de l'équipement, la Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des finances et du budget, la Ministre de la Justice, le Ministre des travaux publics, la Ministre de l'enseignement supérieur, le Ministre de l'industrie et du développement du secteur privé, le Ministre de l'éducation nationale, le Ministre des transports, du tourisme et de la météorologie, et le Secrétaire d'Etat chargé de la gendarmerie nationale, ainsi que les Ambassadeurs d'Allemagne, de France, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de Belgique et le premier conseiller de l'ambassadeur de Pologne ont participé à ce dialogue. Des sénateurs, des chefs de régions et des proches collaborateurs du Président de la République ont également participé au dialogue politique.

En ouvrant les travaux, le Président malagasy a souligné que le dialogue politique est maintenant un exercice bien rôdé, auquel les deux parties accordent toujours beaucoup d'attention et d'énergie pour que les échanges puissent aboutir à des recommandations et à des propositions concrètes et efficaces en vue de leur mise en œuvre au bénéfice du peuple malagasy. Le PIN signé par le Président de la République, Hery Rajaonarimampianina, et le Commissaire Européen pour la coopération internationale et le développement, en novembre 2015, a circonscrit des secteurs de concentration bien définis. Le plus grand défi, pour les deux parties, réside dans la mise en œuvre. Dans ce sens, l'UE a apporté son appui à la restructuration de l'Ordonnateur National qui est un dispositif clé, car c'est l'interface indispensable entre l'UE et les départements ministériels ainsi que les autres acteurs. Le Président Rajaonarimampianina de souligner alors que la capacité d'absorption des financements et aides reçus par Madagascar dépend de l'efficacité de l'ON.

Outre le 11ème FED, le Chef de l'Etat a exprimé le souhait que Madagascar puisse bénéficier aussi d'autres financements provenant d'autres instruments thématiques issus des lignes budgétaires de l'UE. Concernant l'Accord de Partenariat Economique, Madagascar poursuit la mise en œuvre des réformes pour bénéficier pleinement des opportunités offertes, en dépit des pertes engendrées en termes de recettes douanières. Sur le plan politique ensuite, le Chef de l'Etat malagasy a déclaré que les deux institutions du pouvoir législatifs sont maintenant à même de remplir leur mission et que cela conduira à une meilleure stabilité institutionnelle, ce qui est fondamental pour renforcer l'action de développement.

L'ambassadeur de l'Union Européenne, Antonio Sanchez-Benedito Gaspar a relevé pour sa part que la tenue du dialogue à Taolagnaro traduit l'importance accordée au Grand Sud, exposé à la vulnérabilité, à une fragilité chronique à cause de différents phénomènes tels que l'insécurité alimentaire, le problème d'énergie, ou encore la malnutrition infantile. L'UE apporte son aide, mais tient, au-delà des interventions d'urgence, à la recherche et à la mise en œuvre de solutions pérennes. L'ambassadeur Sanchez-Benedito Gaspar a réitéré la volonté de l'UE à renforcer la coopération avec Madagascar, pour davantage d'efficacité, de manière plus participative et plus inclusive. S'agissant de l'accord de partenariat économique (APE), l'UE a salué l'engagement exemplaire de Madagascar. Le défi, a-t-il dit, est de maximiser l'importance de cet engament en tant que levier du développement de l'industrie et du secteur privé malagasy.

Au cours du dialogue, les deux parties ont procédé à des discussions approfondies sur la situation politique, la consolidation de l'Etat de droit et la situation des droits de l'homme, la sécurité des biens et des personnes ; la décentralisation effective; les négociations avec le FMI et la préparation à la Conférence des Bailleurs et des Investisseurs à Paris; les efforts pour améliorer le climat des affaires, la lutte contre la corruption; la coopération UE-Madagascar dans le contexte du Programme Indicatif National du 11ème FED et de l'Accord de Partenariat Economique ; la politique étrangère de Madagascar et le bilan de la Présidence malagasy de la COI.